

LOT N° 5

**ASSURANCE TOUS DOMMAGES AUX
MATÉRIELS INFORMATIQUES,
ÉLECTRONIQUES ET EN EXPLOITATION**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Le présent cahier des clauses techniques particulières comporte :

- ⇒ les conditions particulières,
- ⇒ les conditions générales.

CONDITIONS PARTICULIÈRES

ASSURANCE TOUS DOMMAGES AUX MATÉRIELS INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES ET EN EXPLOITATION

Numéro de contrat :

En complément des conditions générales « assurance tous dommages aux matériels informatiques, électroniques et en exploitation » PROTECTAS jointes, les présentes conditions particulières ont pour objet de définir les garanties, montants de garantie et franchises du contrat, ses modalités de gestion ainsi que celles des sinistres, et ce par dérogation à toute autre stipulation moins favorable.

IDENTIFICATION DU CONTRAT

SOUSCRIPTEUR - ASSURÉ

Ce contrat est conclu entre :

Assureur(s)

Souscripteur assuré

Et

Mentionné(s) à l'acte d'engagement

UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON 1
43 Boulevard du 11 novembre 1918
69622 VILLEURBANNE

Le souscripteur est représenté par le Président en exercice.

Il agit tant pour son compte que pour le compte de qui il appartiendra selon les stipulations ci-après.

Les garanties du contrat sont acquises, y compris les garanties annexes :

- si l'assuré a la garde ou l'usage des biens à quelque titre que ce soit, ou est tenu de les assurer pour le compte d'autrui, sans autres limitations que celles prévues au paragraphe « Limitations contractuelles d'indemnités ».
- si l'assuré n'a pas la garde ou l'usage des biens et n'est pas tenu de les assurer pour le compte d'autrui (excepté pour les personnes morales à but lucratif) :
 - pour les organismes de droit public, sans autres limitations que celles prévues au paragraphe « Limitations contractuelles d'indemnités »,
 - pour les personnes physiques et/ou pour les personnes morales à but non lucratif, à concurrence de **150 000 €** sauf pour les garanties concernées par une limitation inférieure.

Dans tous les cas, la présente extension s'exercera à défaut ou en complément des garanties souscrites par son bénéficiaire, sauf si une convention signée avec ce dernier en stipule autrement. L'assuré précisera après le sinistre les tiers qui bénéficieront de l'assurance pour compte.

ACTIVITÉS

Toutes activités de l'assuré et de ses services, y compris les activités annexes et connexes de toutes natures.

SITUATION DES RISQUES

Les biens peuvent se trouver dans des bâtiments dont l'assuré est propriétaire, locataire et/ou occupant à quelque titre que ce soit ou dans des bâtiments appartenant à des tiers. Pour certains biens, la garantie est acquise en tous lieux conformément aux conditions générales.

PRISE D'EFFET ET DURÉE DU CONTRAT, PRÉAVIS DE RÉSILIATION

Ces informations sont mentionnées à l'acte d'engagement.

ETENDUE DE LA COUVERTURE

L'objet et l'étendue des garanties sont définis aux conditions générales.

LIMITATIONS CONTRACTUELLES D'INDEMNITÉS

LIMITATIONS PARTICULIÈRES D'INDEMNITÉ

Les montants ci-après s'entendent par sinistre et constituent des limitations contractuelles d'indemnités au sens d'un 1^{er} risque absolu avec dérogation à la règle proportionnelle. Ces limitations s'appliquent aux dommages matériels directs subis par les biens assurés.

Tous dommages aux matériels informatiques et électroniques :	
Matériel	500 000 €
Transport	50 000 €
Matériels portables en tous lieux	50 000 €
Tous dommages aux matériels en exploitation	1 000 000 €
Transport	100 000 €
Matériels portables en tous lieux	100 000 €

GARANTIES ANNEXES

Les montants de ces garanties sont fixés comme suit :

Frais de reconstitution d'archives informatiques	150 000 €
Frais de déblais, de protection et de sauvetage	Frais réels
Pertes indirectes	5 % forfaitaires 5 % sur justificatifs

Honoraires d'experts	6 % du montant des dommages sur matériel
Frais supplémentaires d'exploitation, pertes d'exploitation et pertes de recettes	500 000 €
Frais de reconstitution des programmes, fichiers/médias	150 000 €
Frais financiers	50 000 €
Indemnités de résiliation	Frais réels

FRANCHISES

Le montant des franchises est fixé à l'acte d'engagement.

DÉCLARATIONS EN COURS DE CONTRAT

Pour les garanties acquises sur la base d'un premier risque, aucune déclaration n'est nécessaire en cas d'acquisition de nouveaux matériels.

PRIMES

Pour les garanties acquises sur la base d'un premier risque, la prime forfaitaire est fixée à l'acte d'engagement et indexée conformément à la formule prévue aux conditions générales.

SINISTRES ET INDEMNITÉS

Le remboursement des sinistres se fera TVA comprise, sauf dans le cas où l'assuré ou le service concerné serait soumis à régime de récupération de la TVA.

Lorsque les services de l'assuré interviennent en lieu et place d'une entreprise pour réaliser des réparations garanties au titre du présent contrat, le coût de cette intervention sera indemnisé selon une valorisation à dire d'expert.

PRESTATIONS DE GESTION OBLIGATOIRES

DÉCLARATION DE SINISTRE

La déclaration de sinistre pourra être transmise par téléphone (avec confirmation écrite), par courrier ou par mail.

Toute déclaration de sinistre fera l'objet sous 72h ouvrées d'un accusé de réception donnant les références du sinistre et les coordonnées de l'interlocuteur chargé du suivi.

Les dossiers sinistres seront tous suivis par le même interlocuteur. La gestion du contrat sera également effectuée par un interlocuteur unique. La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance s'engage à communiquer à l'assuré les coordonnées des référents en charge de la gestion du contrat et des sinistres et de leurs remplaçants.

DÉLAIS DE TRAITEMENT DES SINISTRES

Les délais de traitement des sinistres par l'assureur devront être raisonnables. L'assureur devra avertir l'assuré de toutes démarches liées à la gestion des sinistres. L'assureur devra exiger des experts des délais raisonnables pour la remise de leurs rapports.

INDEMNISATION

A la demande expresse de l'assuré, la compagnie ou l'intermédiaire d'assurance réglera directement les prestataires dans le cadre de la mise en place des mesures conservatoires et mesures d'urgence (sous réserve de l'approbation des dépenses) ainsi que l'expert éventuellement désigné par l'assuré.

L'assureur devra informer l'assuré en amont du versement des indemnisations en indiquant une date prévisionnelle de virement qui mentionnera les références du dossier.

BILAN DE SINISTRALITÉ

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance présentera, à la demande de l'assuré, un bilan annuel sous format numérique (fichier tableur) avec mise à jour des évaluations et recours.

La compagnie ou l'intermédiaire d'assurance fera apparaître a minima les rubriques suivantes dans son bilan de sinistralité :

- date d'arrêté du reporting,
- n° du sinistre chez la compagnie et/ou l'intermédiaire et l'assuré,
- descriptif du sinistre,
- date du sinistre,
- montant du sinistre provisionné,
- montant du sinistre réglé,
- date de déclaration du sinistre,
- état de la procédure,
- montant de la franchise,
- date de règlement de l'indemnisation.

PRÉSENTATION DES QUITTANCES

La quittance présentée à l'échéance par la compagnie ou l'intermédiaire d'assurance devra faire apparaître :

- l'assiette de prime retenue,
- le taux de prime HT avant indexation et après indexation,
- la valeur des indices retenus pour l'indexation du taux de prime,
- la prime HT,
- le détail et le montant des taxes,
- la prime TTC.

© PROTECTAS 2021 – Ce document est la propriété exclusive de la société PROTECTAS et est protégé par la législation française et internationale en vigueur au titre de la propriété intellectuelle (notamment mais sans s'y limiter, droits d'auteur et marques). Toute reproduction ou utilisation même partielle effectuée sans l'autorisation préalable des représentants légaux de la société PROTECTAS est constitutive d'un acte de contrefaçon susceptible d'engager la responsabilité civile et pénale de son auteur.

CONDITIONS GÉNÉRALES

ASSURANCE TOUS DOMMAGES AUX MATÉRIELS INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES ET/OU EN EXPLOITATION

SOMMAIRE

TITRE 1 -	OBJET ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE	2
CHAPITRE 1 -	LES BIENS ASSURÉS.....	2
SECTION 1 -	LES MATÉRIELS INFORMATIQUES ET/OU ÉLECTRONIQUES	2
SECTION 2 -	LES AUTRES MATÉRIELS	2
CHAPITRE 2 -	LES ÉVÈNEMENTS GARANTIS.....	2
SECTION 1 -	TOUS DOMMAGES AUX MATÉRIELS INFORMATIQUES ET ÉLECTRONIQUES	2
SECTION 2 -	TOUS DOMMAGES AUX MATÉRIELS EN EXPLOITATION	3
CHAPITRE 3 -	LES GARANTIES ANNEXES.....	4
SECTION 1 -	FRAIS DE RECONSTITUTION D'ARCHIVES.....	4
SECTION 2 -	FRAIS DE DÉBLAIS, FRAIS DE PROTECTION ET DE SAUVETAGE	4
SECTION 3 -	PERTES INDIRECTES.....	4
SECTION 4 -	HONORAIRES D'EXPERT	5
SECTION 5 -	FRAIS SUPPLÉMENTAIRES D'EXPLOITATION, PERTES D'EXPLOITATION, PERTES DE RECETTES	5
SECTION 6 -	FRAIS DE RECONSTITUTION DES PROGRAMMES, DES FICHIERS ET DES MÉDIAS	6
SECTION 7 -	FRAIS FINANCIERS.....	6
SECTION 8 -	INDEMNITÉS DE RÉSILIATION	6
SECTION 9 -	PERTES FINANCIÈRES EJP.....	6
CHAPITRE 4 -	EXCLUSIONS GÉNÉRALES.....	7
TITRE 2 -	GESTION DU CONTRAT ET DES SINISTRES	8
CHAPITRE 1 -	FORMATION ET RÉSILIATION.....	8
SECTION 1 -	FORMATION ET PRISE D'EFFET DU CONTRAT	8
SECTION 2 -	TRANSFERT DES RISQUES	8
SECTION 3 -	RÉSILIATION DU CONTRAT	8
CHAPITRE 2 -	DÉCLARATION DU RISQUE ET DE SES MODIFICATIONS	9
CHAPITRE 3 -	PRIMES	9
SECTION 1 -	INDEXATION.....	9
SECTION 2 -	PAIEMENT DES PRIMES.....	10
CHAPITRE 4 -	SINISTRES ET INDEMNITÉS.....	10
SECTION 1 -	OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ EN CAS DE SINISTRE.....	10
SECTION 2 -	EXPERTISE - SAUVETAGE.....	11
SECTION 3 -	ESTIMATION APRÈS SINISTRE DES BIENS ASSURÉS	12
SECTION 4 -	MODALITÉS D'INDEMNISATION.....	12
SECTION 5 -	RÈGLEMENT DES DOMMAGES ET PAIEMENT DES INDEMNITÉS	13
SECTION 6 -	RESTITUTION DES OBJETS VOLÉS.....	13
SECTION 7 -	SUBROGATION - RENONCIATION À RECOURS	13
SECTION 8 -	PRESCRIPTION	13

TITRE 1 - OBJET ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE

CHAPITRE 1 - LES BIENS ASSURÉS

Section 1 - Les matériels informatiques et/ou électroniques

La garantie porte sur l'ensemble des matériels informatiques fixes ou portables (notamment tablettes, smartphones, ordinateurs), bureautiques, téléphoniques et électroniques, serveurs, onduleurs, climatiseurs, autocommutateurs, centrales d'alarmes, photocopieurs, etc. y compris câblage et réseau. Elle s'applique également aux matériels mis à disposition des préposés dans le cadre du télétravail.

Section 2 - Les autres matériels

La garantie porte sur l'ensemble des machines, matériels et/ou installations techniques de toute nature, notamment scientifiques, médicaux et biomédicaux, vétérinaires ou autres.

CHAPITRE 2 - LES ÉVÈNEMENTS GARANTIS

La garantie est toujours acquise aux dommages occasionnés aux biens assurés par les secours et les mesures de sauvetage résultant d'un sinistre garanti survenu dans les biens de l'assuré ou ceux d'autrui.

Les garanties restent acquises en cas de dommages ou d'aggravation des dommages causés par toute source de rayonnements ionisants (en particulier tout radio-isotope) utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'assuré ou toute personne dont il répond a la propriété, la garde ou l'usage, ou dont il est peut être tenu responsable du fait de sa conception, de sa fabrication ou du fait de son fonctionnement.

Section 1 - Tous dommages aux matériels informatiques et électroniques

§ 1 - Étendue de la garantie

L'assureur garantit l'assuré contre toute perte, casse, bris, destruction, détérioration ou dommage de toute nature (notamment vol avec ou sans effraction, incendie, grève, émeutes, mouvements populaires, attentat, sabotage, pillage, intensité anormale d'un agent naturel, tremblement de terre, erreur de manipulation), affectant partiellement ou en totalité les biens assurés.

Sont notamment couverts les dommages survenus au cours des opérations de démontage, déplacement et remontage, nécessitées par des travaux d'entretien ou de réparation.

Certains matériels peuvent, occasionnellement ou régulièrement, être déplacés et transportés. Dans ce cas, les garanties sont acquises aux dommages survenus pendant le transport, le démontage et le remontage.

Certains matériels peuvent faire l'objet d'un contrat de maintenance. Aucune obligation ni sanction ne s'impose, à ce titre, à l'assuré.

Pour le matériel pris en leasing ou en location, il sera fait application d'une réduction tarifaire proportionnelle au risque restant à la charge de l'assureur, dans le cas où le contrat de leasing ou de location couvrirait tout ou partie des risques sur le matériel concerné.

Pour les matériels portables, la garantie est acquise en tous lieux.

§ 2 - Exclusions spécifiques

Outre les exclusions générales prévues ci-après, sont seuls exclus de cette garantie :

- **les conséquences de la sécheresse ou de l'humidité, d'un excès de température, de la corrosion ou de la rouille, de rayures, d'accumulation de poussière, quelle que soit la granulométrie de celle-ci et sa composition chimique**, à moins que ces événements ne résultent directement de dommages matériels causés à l'installation de climatisation ou de toute autre cause accidentelle caractérisée dans la mesure où ces dommages proviennent d'un risque non exclu par le présent contrat,
- **la mise sous séquestre, saisie ou destruction en vertu de règlements de douane ou de quarantaine, destruction, confiscation ou réquisition par ordre des autorités civiles ou militaires,**
- **les tubes, ampoules et valves**, sauf s'ils sont détruits par un incendie ou un événement n'ayant aucun rapport avec leur usure et/ou leur dépréciation normale,
- **les pertes ou dommages provenant directement ou indirectement :**
 - **de l'usure normale des biens assurés ou de leur dépréciation, d'une exploitation non conforme aux normes des fabricants,**
 - **de la suspension, la déchéance ou l'annulation de toutes locations, de tous brevets, contrats ou commandes.**

Section 2 - Tous dommages aux matériels en exploitation

L'assureur garantit l'assuré contre toute perte, casse, bris, destruction, détérioration ou dommage de toute nature (notamment vol avec ou sans effraction, incendie, grève, émeutes, mouvements populaires, attentat, sabotage, pillage, intensité anormale d'un agent naturel, tremblement de terre, erreur de manipulation), affectant partiellement ou en totalité les biens assurés, que ces machines soient en activité ou en repos, y compris pendant les opérations de démontage, remontage, ou en cours de déplacement, lorsque ces opérations sont rendues nécessaires par des travaux d'entretien ou de réparation.

Par bris et/ou destructions accidentels, soudains et imprévisibles, il faut entendre notamment :

- causes internes : vice ou défaut de construction, de conception, de matière ou de montage,
- causes extérieures : pénétration, chute ou heurt de corps étrangers, effondrement partiel ou total de bâtiment, franchissement du mur du son,
- causes techniques liées à l'exploitation :
 - échauffement mécanique, grippage, dérèglement, vibration, force centrifuge, mauvais alignement,
 - fatigue moléculaire, tensions anormales,
 - défaut de graissage accidentel,
 - défaillance des appareils de régulation, de contrôle, de sécurité de la machine,
 - coup d'eau, coup de béliet, surchauffe localisée, manque d'eau ou de liquide dans les chaudières et appareils à vapeur excepté dans les cas d'explosion quelle que soit la cause initiale de cette dernière.
 - dommages aux compresseurs, transformateurs, moteurs et turbines, et objets ou structures gonflables, du fait de leur propre explosion,
 - déformations sans rupture causées à un récipient ou à un réservoir par une explosion ou une implosion ayant pris naissance à l'intérieur de celui-ci,
- causes humaines :
 - maladresse et inexpérience de l'assuré, de ses préposés ou de tiers,
 - malveillance et négligence des préposés de l'assuré ou des tiers,
- effets du courant électrique : par suite de surtension ou chute de tension, de défaillance d'isolant, de surintensité, court-circuit, formation d'arc, influence d'électricité atmosphérique.

En ce qui concerne les pneumatiques, la garantie ne sera accordée que dans la mesure où leur destruction partielle ou totale est la conséquence d'un bris accidentel de l'objet sur lequel ils sont utilisés.

Certains matériels peuvent, occasionnellement ou régulièrement, être déplacés et transportés. Dans ce cas, les garanties sont acquises aux dommages survenus pendant le transport, le démontage et le remontage.

Certains matériels peuvent faire l'objet d'un contrat de maintenance. Aucune obligation ni sanction ne s'impose, à ce titre, à l'assuré.

Pour le matériel pris en leasing ou en location, il sera fait application d'une réduction tarifaire proportionnelle au risque restant à la charge de l'assureur, dans le cas où le contrat de leasing ou de location couvrirait tout ou partie des risques sur le matériel concerné.

Pour les matériels portables, la garantie est acquise en tous lieux.

Outre les exclusions générales prévues ci-après, sont seuls exclus de cette garantie :

- **les dommages étant la conséquence de mise sous séquestre, saisie ou destruction en vertu de règlement de douane ou de quarantaine, destruction, confiscation ou réquisition par ordre des autorités civiles ou militaires,**
- **le bris des pièces interchangeables et/ou nécessitant un remplacement périodique,**
- **les rayures, égratignures et écailllements des surfaces peintes ou polies, le nettoyage, séchage ou décapage,**
- **les frais provenant de simples dérangements mécaniques ou électriques, de réglages,**
- **les dommages survenus après un sinistre avant l'exécution définitive des réparations au cas où la machine assurée continue à fonctionner,**
- **les dommages consécutifs à des expérimentations ou essais autres que les vérifications habituelles de bon fonctionnement** (ne sont pas considérés comme essais la prise d'un diagramme ou toute autre recherche ayant pour but la constatation ou le contrôle du bon fonctionnement des objets assurés).

CHAPITRE 3 - LES GARANTIES ANNEXES

Les garanties annexes s'appliquent lorsqu'elles sont prévues aux conditions particulières.

Section 1 - Frais de reconstitution d'archives

La garantie porte sur tous les frais de reconstitution, de remplacement, de sauvegarde, de rénovation des archives informatiques. Le délai de reconstitution est de 3 ans.

Section 2 - Frais de déblais, frais de protection et de sauvetage

Sont couverts les frais de déblais ainsi que tous les frais exposés par l'assuré pour minimiser les dommages ou protéger les biens sinistrés.

Section 3 - Pertes indirectes

Les assureurs garantissent l'assuré contre les pertes indirectes à la suite d'un sinistre ayant causé aux biens assurés des dommages non exclus par le présent contrat.

Cette garantie couvre les frais de toute nature qui ne seraient pas déjà garantis au titre de l'une des sections du présent chapitre.

En cas de sinistre, les assureurs paieront à l'assuré une somme égale au pourcentage convenu du montant de l'indemnité globale hors application de franchise qui lui sera réglée au titre du contrat.

Section 4 - Honoraires d'expert

L'assureur garantit le remboursement des honoraires réellement payés par l'assuré aux experts et/ou conseil qu'il aurait librement choisis dans le cadre de l'expertise amiable prévue en cas de sinistre.

Section 5 - Frais supplémentaires d'exploitation, pertes d'exploitation, pertes de recettes

Il est formellement convenu que les garanties ci-avant sont indépendantes les unes des autres et cumulables.

La période d'indemnisation est de 24 mois.

§ 1 - Frais supplémentaires d'exploitation

L'assureur garantit à l'assuré le remboursement des frais supplémentaires qu'il serait obligé d'exposer pour permettre la continuité du fonctionnement des services en cas de sinistre pendant la période nécessaire à la reconstitution et à la réinstallation des biens sinistrés.

Ces frais sont engagés en sus des frais normalement exposés avant le sinistre pour les mêmes tâches dans le but de permettre le maintien de l'activité normale. Il est entendu que tous les frais de fonctionnement normalement exposés, qui disparaîtraient du fait du sinistre, seront déduits de l'indemnité.

Les frais ainsi garantis sont notamment :

- les frais de prestations extérieures supplémentaires de toute nature,
- les frais de personnels supplémentaires provoqués par les besoins accrus consécutifs à un sinistre,
- les frais de mesures conservatoires autres que ceux prévus aux présentes conditions générales,
- les loyers supplémentaires correspondant à la location de matériels de remplacement,
- les frais postaux et de communication (téléphone, télécopie, etc.) et de correspondances supplémentaires,
- les frais supplémentaires de transport.

L'assureur pourra, sur la demande de l'assuré, se libérer par acomptes, au fur et à mesure des frais supplémentaires exposés.

Sont exclus :

- **les pertes de bénéfices ou de gains résultant d'une réduction d'activité,**
- **les dépenses pour l'achat, la construction ou le remplacement de tous biens, matériels** à moins qu'ils soient effectués uniquement dans le but de réduire les conséquences de pertes couvertes par la présente garantie et, dans ce cas, à concurrence des pertes et frais supplémentaires effectivement épargnés, la valeur de récupération des biens ainsi acquis pouvant être vendus ou utilisés par l'assuré après reprise des opérations normales étant prise en considération dans l'évaluation de l'indemnité due au titre de la présente garantie.

§ 2 - Perte d'exploitation

L'assureur garantit à l'assuré une indemnité correspondant à la perte d'exploitation résultant de la baisse du chiffre d'affaires causée par l'interruption ou la réduction de l'activité de l'un ou l'autre de ses services.

Les dommages sont constitués par la perte de marge brute qui est déterminée en appliquant le taux de marge brute à la différence entre le chiffre d'affaires qui aurait été réalisé pendant la période d'indemnisation, en l'absence de sinistre, et le chiffre d'affaires effectivement réalisé pendant cette même période.

Du total de la perte de marge brute calculés ci-dessus, doivent être retranchés tous montants de charges constitutives de la marge brute que l'assuré cesserait de supporter du fait du sinistre, pendant la période d'indemnisation.

§ 3 - Perte de recettes

L'assureur garantit à l'assuré le remboursement des recettes qu'il aura directement perdues dans les cas visés ci-avant.

Les recettes se définissent comme les contributions, taxes ou rétributions faites par les occupants ou usagers pour les activités et/ou services publics qui s'exercent dans les locaux ou grâce aux biens assurés au titre du contrat. Il est formellement convenu que toutes subventions ou dotations assimilables sont considérées comme des recettes et sont donc couvertes au titre de la présente garantie.

Il est par ailleurs convenu que tous les frais de fonctionnement normalement exposés qui disparaîtraient du fait du sinistre seront déduits de l'indemnité.

Section 6 - Frais de reconstitution des programmes, des fichiers et des médias

Le terme « médias » désigne les supports effectivement employés par l'assuré dans le traitement de l'information, notamment CD, DVD, clés USB, disques durs internes ou externes, et, de manière générale, tout support informatique porteur d'informations.

L'assureur garantit notamment les frais engagés par l'assuré, pour :

- décontaminer et reconstituer les informations altérées ou détruites,
- décontaminer et reconstituer les programmes perdus ou rendus inutilisables,
- créer un programme équivalent dans le cas où le programme altéré ou détruit ne serait pas reconstituable,
- ressaisir les données.

Section 7 - Frais financiers

L'assureur garantit à l'assuré à la suite d'un sinistre non exclu par le contrat le mettant dans l'impossibilité d'effectuer ses opérations de facturation et/ou de mandatement ou de paiement de ses créances, les intérêts ou pénalités de retard que l'assuré aura effectivement supportés ou payés.

Sont exclus les frais financiers qui seraient la conséquence de la destruction de médias qui ne pourraient être reconstitués par suite de la disparition, pour quelque cause que ce soit, des informations de base nécessaires.

Section 8 - Indemnités de résiliation

L'assureur couvre les indemnités dues en vertu d'un contrat de crédit-bail ou de leasing y compris indemnités de résiliation ou de valeur résiduelle et les loyers de crédit-bail, toutes taxes comprises (en cas d'impossibilité pour le preneur de récupérer la TVA), pendant une durée maximum de deux années, à compter du jour du sinistre, en cas d'impossibilité pour le preneur d'utiliser en tout ou partie les biens endommagés (dommages garantis) faisant l'objet dudit crédit-bail.

Section 9 - Pertes financières EJP

L'assureur rembourse les pertes financières résultant de l'application des modalités prévues au contrat de fourniture d'électricité comportant l'option EJP ou équivalent dans le cas où le groupe de production autonome ne pourrait, par suite d'une défaillance, remplir ses fonctions pendant les jours de pointe déterminés par le fournisseur d'énergie.

Par défaillance, on entend l'impossibilité matérielle totale dûment constatée de fourniture d'électricité par le groupe de production autonome pendant le(s) jour(s) d'EJP, quelle qu'en soit la cause.

Le montant du remboursement comprend :

- le prix de la consommation d'électricité pendant la période de pointe,
- le prix du dépassement de puissance constaté pendant la période de pointe.

En cas d'existence au jour du sinistre d'un document contractuel aux termes duquel le fournisseur et/ou mainteneur du groupe de production autonome s'engage à participer au remboursement d'une partie des pertes financières mises à la charge de l'assuré par le fournisseur d'énergie, le montant de l'indemnité sera réduit du montant correspondant à la participation du fournisseur et/ou mainteneur.

Vient en déduction du montant des pertes financières le prix de revient estimé à dire d'expert des KWH qui auraient été produits par le groupe de production autonome pendant la période de pointe, s'il n'y avait pas eu défaillance.

En cas de défaillance grave nécessitant un temps de réparation important et survenant pendant la période du 1^{er} novembre au 31 mars de l'année suivante, l'assureur détermine son engagement :

- soit en réglant une indemnité égale au montant des pertes financières subies par l'assuré,
- soit en prenant en charge les frais nécessaires à la mise en place d'un nouveau groupe, étant entendu que sont prises en charge les pertes financières subies par l'assuré entre la survenance du sinistre et la mise en place du groupe de secours.

Sont exclus :

- **les pertes financières consécutives à un manque de carburant destiné au fonctionnement du groupe de production autonome,**
- **les pertes financières résultant de l'entretien ou l'utilisation des matériels par l'assuré, non conforme aux normes, indications ou obligations figurant dans le contrat d'entretien du groupe de production autonome.**

CHAPITRE 4 - EXCLUSIONS GÉNÉRALES

Outre les exclusions spécifiques prévues ci-avant, sont seuls exclus :

- **les dommages corporels, c'est-à-dire l'atteinte à l'intégrité physique des personnes,**
- **les dommages intentionnellement causés ou provoqués par l'assuré ou avec sa complicité ainsi que par les mandataires sociaux de l'assuré lorsqu'il s'agit d'une personne morale,**
- **les dommages ou l'aggravation des dommages causés par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome, et/ou tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants, qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ou trouvent leur origine dans la fourniture de biens ou de services concernant une installation nucléaire à l'étranger, ou frappent directement une installation nucléaire,**
- **les dommages occasionnés par la guerre étrangère (il appartient à l'assuré de prouver que le sinistre résulte d'un fait autre) ou la guerre civile (il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte de ce fait),**
- **les amendes,**
- **les conséquences d'engagements contractuels pris par l'assuré dans la mesure où ils excèdent ceux auxquels il serait tenu en vertu des textes légaux ou réglementaires ou de la jurisprudence.**

Par ailleurs, l'assureur ou le réassureur ne sera tenu à aucune garantie, ne fournira aucune prestation et ne sera obligé de payer aucune somme au titre du présent contrat dès lors que la mise en œuvre d'une telle garantie, la fourniture d'une telle prestation ou un tel paiement l'exposerait à une sanction, prohibition ou restriction résultant d'une résolution de l'Organisation des Nations Unies, et/ou aux Sanctions économiques ou commerciales prévues par les lois ou règlements édictées par l'Union Européenne, la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Suisse ou par tout autre droit national applicable prévoyant de telles mesures.

TITRE 2 - GESTION DU CONTRAT ET DES SINISTRES

CHAPITRE 1 -FORMATION ET RÉSILIATION

Section 1 - Formation et prise d'effet du contrat

Le contrat d'assurance est formé dès l'accord des parties. Le marché ou la police d'assurance signé par elles constate leurs engagements réciproques. La garantie est acquise à compter de la date d'effet indiquée à l'acte d'engagement. Ces mêmes stipulations s'appliquent à tout avenant au contrat.

Section 2 - Transfert des risques

Toute garantie cesse en cas de transfert total hors des limites de la France métropolitaine, des outre-mer et de la principauté de Monaco. Dans ces cas, la prime échue reste acquise aux assureurs.

En cas de transfert des biens assurés dans une autre localisation de France métropolitaine, des outre-mer et de la principauté de Monaco, la garantie est maintenue.

Section 3 - Résiliation du contrat

§ 1 - Cas de résiliation

Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas et conditions ci-après :

- par l'assuré ou l'assureur :
 - dans les délais et selon les modalités prévus à l'acte d'engagement,
 - en cas de transfert de propriété de la chose assurée (article L. 121-10 du Code des assurances) et notamment en cas de fusion concernant l'assuré,
- par les assureurs :
 - en cas de non-paiement des primes (article L. 113-3 du Code des assurances),
 - en cas d'aggravation du risque (article L. 113-4 du Code des assurances),
 - en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article L. 113-9 du Code des assurances),
 - après sinistre, l'assuré ayant alors le droit de résilier les autres contrats souscrits par lui auprès de l'assureur (article R. 113-10 du Code des assurances),
- par l'assuré :
 - en cas de disparition des circonstances aggravantes mentionnées dans la police si l'assureur ne consent pas la diminution de prime correspondante (article L. 113-4 du Code des assurances),
 - en cas de résiliation par l'assureur d'un autre contrat de l'assuré après sinistre (article R. 113-10 du Code des assurances),

- de plein droit, en cas de retrait de l'agrément de l'assureur (article L. 326-12 du Code des assurances).

Il est convenu que l'assureur ne pourra utiliser la faculté de résiliation après sinistre prévue à l'article R. 113-10 du Code des assurances que dans les conditions suivantes :

- pour autant que le montant des sinistres réglés et raisonnablement provisionnés sur l'exercice en cours soit égal ou supérieur au montant de la prime TTC annuelle de l'exercice en cours,
- la résiliation prend effet à l'expiration du délai de préavis prévu à l'acte d'engagement à compter de sa notification au souscripteur.

§ 2 - Ristourne de prime, indemnité de résiliation

Dans les cas de résiliation au cours d'une période d'assurance, la portion de prime afférente à la partie de cette période postérieure à la résiliation n'est pas acquise à l'assureur. Elle doit être remboursée à l'assuré si elle a été perçue d'avance.

§ 3 - Modalités de résiliation

Lorsque l'assuré a la faculté de résilier le contrat, il peut le faire, à son choix, soit par lettre ou tout autre support durable, soit par une déclaration faite contre récépissé au siège social ou chez le représentant de l'assureur, soit par acte extrajudiciaire. La résiliation par l'assureur doit être notifiée à l'assuré par lettre recommandée.

CHAPITRE 2 - DÉCLARATION DU RISQUE ET DE SES MODIFICATIONS

Le contrat est établi d'après les déclarations de l'assuré. Sous peine des sanctions prévues ci-après, l'assuré doit en conséquence déclarer toutes les circonstances connues de lui et qui sont de nature à faire apprécier par l'assureur les risques qu'il prend à sa charge.

Les obligations de l'assuré en matière de modifications sont déterminées aux conditions particulières.

CHAPITRE 3 - PRIMES

Nonobstant toute autre stipulation, les modalités de calcul des primes sont indiquées aux conditions particulières et les modalités d'indexation ci-après.

Section 1 - Indexation

Lorsque la prime est calculée par application du taux de prime indiqué à l'acte d'engagement à la valeur des matériels à assurer, il est convenu que ce taux de prime est indexé chaque année à l'échéance du contrat sur la base de l'indice « bris de machine » selon la formule suivante :

$A0 = \text{taux de prime HT à l'échéance de l'année 0 et } A1 = \text{taux de prime HT à l'échéance de l'année 1}$ $I0 = \text{indice BM à l'échéance de l'année 0 et } I1 = \text{indice BM à l'échéance de l'année 1}$ $A1 = A0 \times I1 / I0$
--

Si la prime est forfaitaire, elle est alors indexée de la manière suivante :

$A0 = \text{prime HT à l'échéance de l'année 0 et } A1 = \text{prime HT à l'échéance de l'année 1}$ $I0 = \text{indice BM à l'échéance de l'année 0 et } I1 = \text{indice BM à l'échéance de l'année 1}$ $A1 = A0 \times I1 / I0$
--

Les franchises en revanche ne sont pas indexées.

Section 2 - Paiement des primes

La prime, ou dans le cas de fractionnement de celle-ci les fractions de prime, les accessoires de prime dont le montant est stipulé au contrat, ainsi que les impôts et taxes, sont payables d'avance au siège de la société ou au domicile de son mandataire éventuellement désigné par elle à cet effet.

Les dates d'échéance sont fixées à l'acte d'engagement.

A défaut de paiement d'une prime (ou d'une fraction de prime) dans les dix jours de son échéance, la société, indépendamment de son droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice, peut, par lettre recommandée valant mise en demeure adressée à l'assuré ou à la personne chargée du paiement des primes à leur dernier domicile connu, suspendre la garantie trente jours après l'envoi de cette lettre (ou sa remise au destinataire justifiée par l'avis de réception si celui-ci est domicilié hors de France métropolitaine).

Le non-paiement d'une fraction de prime entraîne l'exigibilité de la totalité de la prime restant due. Dans ce cas, la suspension de la garantie produit ses effets jusqu'à son entier paiement.

La société a le droit de résilier le contrat dix jours après l'expiration du délai de trente jours visé ci-dessus, par notification faite à l'assuré, soit dans la lettre recommandée de mise en demeure, soit par une nouvelle lettre recommandée.

Les primes du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites, selon les règlements et normes en vigueur, les compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités nécessaires (y compris vote des dépenses).

CHAPITRE 4 - SINISTRES ET INDEMNITÉS

Section 1 - Obligations de l'assuré en cas de sinistre

§ 1 - Cas général

En cas de sinistre, le souscripteur ou l'assuré doit :

- 1°) déclarer le sinistre à l'assureur par écrit (de préférence par lettre recommandée) ou verbalement contre récépissé, dans les cinq jours ouvrés où il en a eu connaissance,
- 2°) prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour limiter l'importance du sinistre et sauvegarder les biens garantis,
- 3°) indiquer dans la déclaration du sinistre ou, en cas d'impossibilité dans une déclaration ultérieure faite dans le plus bref délai, la date et les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées, la nature et le montant approximatif des dommages, les garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres assureurs,
- 4°) fournir à l'assureur dans le délai de trente jours un état des pertes, c'est-à-dire un état estimatif détaillé, certifié sincère et signé par lui, des biens assurés, endommagés, détruits et sauvés,
- 5°) communiquer, sur simple demande de l'assureur et dans le plus bref délai, tous autres documents nécessaires à l'expertise,
- 6°) transmettre à l'assureur, dès réception, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extra-judiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à ses préposés, concernant un sinistre susceptible d'engager la responsabilité de l'assuré.

Faute par le souscripteur ou l'assuré de se conformer aux obligations prévues ci-dessus, sauf cas fortuit ou de force majeure, l'assureur peut réclamer une indemnité proportionnée au préjudice que ce manquement peut lui causer.

Pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, en cas de manquement à une obligation lui incombant après la survenance du sinistre, l'assuré n'encourt la déchéance qu'en cas de faute lourde ou d'inexécution intentionnelle de sa part.

Si le souscripteur ou l'assuré fait volontairement de fausses déclarations, notamment exagère le montant des dommages, prétend détruits des biens n'existant pas lors du sinistre, dissimule ou soustrait tout ou partie des biens assurés, emploie comme justification des documents inexacts ou use de moyens frauduleux, l'assuré est entièrement déchu de tout droit à indemnité sur l'ensemble des risques sinistrés, la déchéance étant indivisible entre les divers articles du contrat.

§ 2 - Obligations spéciales en cas de sinistre « vol »

Les stipulations prévues ci-avant sont complétées comme suit :

Sauf impossibilité par cas fortuit ou de force majeure, l'assuré doit, aussitôt qu'il a connaissance du sinistre et même s'il ne paraît pas y avoir a priori de dommages effectifs :

- 1°) faire, par écrit ou verbalement contre récépissé, à l'assureur ou à son agent, la déclaration de chaque sinistre au plus tard dans les cinq jours après que les services de l'assuré en charge de la gestion des assurances en ont eu connaissance (la déclaration indiquera en outre les circonstances connues et le montant approximatif des dommages),
- 2°) prévenir la police locale ou la gendarmerie dans les 48 heures qui suivent la constatation du vol, de la perte ou des détériorations ou adresser un courrier dans les meilleurs délais au Procureur,
- 3°) prêter son concours à l'assureur en vue de faciliter la recherche des malfaiteurs, la récupération des objets dérobés et prendre toutes mesures utiles en vue de la sécurité et de la conservation des objets non volés,
- 4°) dans les 5 jours qui suivent, remettre au commissaire de la police locale ou à la gendarmerie et adresser à l'assureur un état détaillé et estimatif, certifié par lui, des objets volés,
- 5°) déposer une plainte si l'assureur l'exige.

L'assureur ne pourra opposer une déchéance de garantie ou une règle proportionnelle que s'il est prouvé que le non-respect des stipulations ci-dessus lui a causé un préjudice.

Pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, en cas de manquement à une obligation lui incombant après la survenance du sinistre, l'assuré n'encourt la déchéance qu'en cas de faute lourde ou d'inexécution intentionnelle de sa part.

Section 2 - Expertise - Sauvetage

Si les dommages ne sont pas fixés de gré à gré, une expertise amiable contradictoire est toujours obligatoire sous réserve des droits respectifs des parties.

Chacune des parties choisit un expert. Si les experts ainsi désignés ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix.

Faute par l'une des parties de nommer son expert, ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la désignation est effectuée par le président du tribunal judiciaire ou du tribunal de commerce dans le ressort duquel le sinistre s'est produit. Cette nomination a lieu sur simple requête de la partie la plus diligente faite au plus tôt quinze jours après l'envoi à l'autre partie d'une lettre recommandée de mise en demeure avec avis de réception.

L'expertise après sinistre s'effectue, en cas d'assurance pour compte, avec le souscripteur du contrat.

L'assureur paie les frais et honoraires de son expert, de celui de l'assuré dans la limite du montant prévu aux conditions particulières, et s'il y a lieu, les honoraires du tiers expert et les frais de sa nomination.

L'assuré ne peut faire aucun délaissement des objets garantis. Le sauvetage endommagé, comme le sauvetage intact, reste sa propriété même en cas de contestation sur sa valeur.

Faute d'accord sur l'estimation du sauvetage, chacune des parties peut demander, par simple requête au président du tribunal judiciaire ou du tribunal de commerce du lieu du sinistre, la désignation d'un expert pour procéder à cette estimation.

Si, dans les trois mois à compter de la remise de l'état des pertes définitif, l'expertise n'est pas terminée, l'assuré a le droit de faire courir les intérêts par sommation. Si elle n'est pas terminée dans les six mois, chacune des parties peut procéder judiciairement.

Section 3 - Estimation après sinistre des biens assurés

L'assurance ne peut être une cause de bénéfice pour l'assuré. Elle ne lui garantit que la réparation de ses pertes réelles ou de celles dont il est responsable.

La somme assurée ne peut être considérée comme une preuve de l'existence et de la valeur, au jour du sinistre, des biens endommagés, l'assuré est tenu de rapporter cette preuve par tous moyens et documents et de justifier de la réalité et de l'importance du dommage.

Les appareils ou installations sont estimés d'après leur valeur de remplacement à neuf, diminuée de la dépréciation due à l'ancienneté, calculée forfaitairement par année depuis la date de mise en service ou à défaut la date de la facture.

La vétusté ne peut excéder 9 % par année d'âge entamée depuis la date de première mise à disposition de l'appareil détruit, ni 50 % au total.

Section 4 - Modalités d'indemnisation

§ 1 - Dommages matériels directs

En cas de sinistre total, l'assureur indemnise la valeur des biens telle qu'estimée ci-avant.

En cas de sinistre partiel, c'est-à-dire lorsque le montant des frais de réparation est inférieur à la valeur du bien telle qu'estimée ci-avant, l'assureur indemnise le montant des frais de réparation. Les frais de réparation comprennent le coût de la remise en état de fonctionnement normal comprenant la valeur des matériaux ou des pièces de rechange, les frais de main d'œuvre en heures supplémentaires, les frais de transport en grande vitesse, les frais de démontage, de remontage et les frais de douane éventuels.

Les sinistres seront réglés en valeur à neuf, sans abattement pour vétusté pendant 5 ans à compter de l'acquisition neuve des matériels.

§ 2 - Garanties annexes

A l'indemnité due au titre des dommages telle que calculée ci-avant doivent être ajoutés les montants prévus aux conditions particulières et/ou aux présentes conditions générales pour les garanties annexes mobilisables.

Il est précisé que les limitations particulières d'indemnité fixées aux conditions particulières s'entendent hors garanties annexes.

Les garanties annexes peuvent être prises en charge par l'assureur même lorsque ce dernier ne prend pas en charge les dommages matériels, dans la mesure où le sinistre qui a entraîné les frais correspondants fait l'objet d'une garantie effective par un autre assureur. En ce qui concerne le matériel loué ou confié, la renonciation à recours par le propriétaire dudit matériel sera assimilée à une garantie effective.

La franchise éventuellement prévue est déduite après application des garanties annexes, sauf pour les pertes indirectes.

Section 5 - Règlement des dommages et paiement des indemnités

Le paiement des indemnités doit être effectué dans les 30 jours de l'accord amiable. Ce délai ne court que du jour où l'assuré a justifié de ses qualités à recevoir l'indemnité et, en cas d'opposition, du jour de la mainlevée ou de l'autorisation de payer.

Pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, l'indemnité due à l'assuré porte intérêt au taux légal à partir de l'expiration du mois qui suit la déclaration du sinistre. Si le préjudice n'est pas encore complètement chiffré à cette date, l'assuré peut demander le versement d'une provision égale au montant du dommage déjà établi. Le délai ne court pas tant que l'évaluation du dommage est retardée par la faute de l'assuré.

Section 6 - Restitution des objets volés

En cas de récupération de tout ou partie des objets volés à quelque époque que ce soit, l'assuré s'oblige à en aviser, dans les plus brefs délais, l'assureur par lettre recommandée.

Si les objets volés sont récupérés avant le paiement de l'indemnité, l'assuré devra en reprendre possession et l'assureur ne sera tenu qu'au paiement des détériorations éventuellement subies.

Si les objets volés sont récupérés après le paiement de l'indemnité, l'assuré aura la faculté d'en reprendre possession moyennant remboursement de l'indemnité, sous déduction des détériorations, à condition d'en faire la demande dans le délai de quinzaine à partir du jour où il aura été avisé de la récupération. Passé ce délai, l'assureur devient, de plein droit, propriétaire des objets récupérés.

Dans tous les cas de récupération, l'assuré sera indemnisé par l'assureur des frais qu'il aura pu engager à cet effet.

Section 7 - Subrogation - Renonciation à recours

L'assureur est subrogé, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui, dans les droits et actions de l'assuré contre tous responsables du sinistre.

Les assureurs renoncent à tous les recours qu'ils seraient en droit d'exercer au moment du sinistre contre les personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé, et notamment les locataires ou occupants et les bailleurs, à quelque titre que ce soit, ainsi que contre leurs assureurs si l'assuré a renoncé à recourir contre ces assureurs, sans qu'il soit nécessaire d'en indiquer la liste.

Les renonciations à recours ne feront pas nécessairement l'objet de conventions formalisées.

L'assureur renonce, par ailleurs, à exercer tout recours en cas de réquisition ou d'assistance bénévole contre le bénéficiaire de ces secours si les matériels mis en œuvre ont été endommagés à l'occasion de la lutte contre le sinistre. Il renonce également au recours auquel il pourrait prétendre à l'encontre d'une entreprise extérieure qui, dans les mêmes circonstances, assisterait l'établissement assuré et qui, par sa faute, aggraverait les dommages.

Section 8 - Prescription

Toute action dérivant du présent contrat est prescrite par deux ans.

Le délai commence à courir à compter du jour de l'événement qui donne naissance à l'action (à compter du 31 décembre suivant cet événement pour les contrats souscrits sur des risques situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle).

Toutefois, le délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription (citation en justice, commandement ou saisie, citation en conciliation devant le bureau de paix lorsqu'elle est suivie d'une assignation en justice, citation en justice, même devant un juge incompétent, l'interruption étant nulle et non avenue si l'assignation est nulle par défaut de forme, si le demandeur se désiste de sa demande, s'il laisse périmer l'instance ou si sa demande est rejetée, reconnaissance par le débiteur du droit du créancier) et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.